

LOUISA HANOUNE :

«Le pays ne semble pas gouverné»

Cette fois Louisa Hanoune a décidé de tout livrer en vrac à l'opinion publique. Des noms, et pas des moindres, ont été dévoilés hier lors d'une conférence de presse inattendue, durant laquelle elle a passé en revue la situation que traverse son parti et elle-même.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Elle s'était donc jusque-là longtemps abstenue de citer nommément les personnalités, ministres ou autres, qu'elle disait responsables des repréaillles, menaces et pressions multiples déclenchées contre le Parti des travailleurs et son leader. Mais hier, le couvercle a fini par céder. A l'origine de cette décision de tout étaler sur la place publique, les propos tenus par Labatcha, ce député et membre du BP du PT dont le nom est apparu pour la première fois sur la scène publique suite à une tentative avortée de mener un mouvement de redressement au sein de son parti. Sa démarche, on s'en souvient, a été expliquée par le PT comme étant un «détournement et une tentative de déstabilisation interne» entrant dans le cadre d'un processus de repréaillles enclenché

contre Louisa Hanoune et le mouvement qu'elle dirige. Au cours de cette conférence de presse, nous avons donc appris que ce même Labatcha crie depuis plusieurs jours à qui veut l'entendre les noms des personnalités qui le soutiennent et avec lesquelles il se réunit afin de recevoir ces instructions. «Il affirme se réunir avec Ammar Saâdani, SG du FLN, Tliba, vice-président de l'APN. Il a également affirmé à nos militants qu'il se réunissait avec le ministre de l'Energie, M. Bouchouareb, le ministre de la Santé, M. Boudiaf, Ali Haddad, patron du FCE, et même l'actuel responsable du DRS, M. Bachir Tartag.»

La liste des noms énoncés est ensuite scindée en deux pour des besoins de clarification. «Nous savons, dit-elle, que Ammar Saâdani et Tliba ont proféré publiquement des menaces de repréaillles contre ma personne. Il en est de même pour le ministre de l'Energie lequel a déclaré publiquement que je devais m'attendre à des repréaillles.

Mais je n'accuse pas les autres personnalités citées. Je ne connais personne d'assez fou pour faire confiance à des gens comme ceux-là.» Mais, ajoute-t-elle, Labatcha affirme être sûr de lui. «Il a dit à nos militants que toutes ces personnalités avec lesquelles il se réunit pour discuter de mon sort reçoivent des ordres des plus hautes autorités

du pays. La question leur a été posée : s'agit-il de Sellal ? Il affirme que non. Gaïd Salah ? Non plus. Il dit que les ordres émanent des environs de Abdelaziz Bouteflika.» Les journalistes présents à la conférence veulent savoir s'il s'agit du frère de Bouteflika. Louisa Hanoune refuse d'accuser. «C'est la bande de Saâdani, Tliba et Bouchouareb qui ont donné ces noms. Nous attirons l'attention des autorités sur ces faits d'une gravité jamais égalée et demandons aux personnes citées de se démarquer afin de lever toute équivoque. Leur silence aura une autre signification.»

Sereinement, elle explique ensuite les raisons des repréaillles dont elle fait l'objet : «Notre crime est de défendre la démocratie politique, de défendre l'économie du pays, de tout dévoiler au peuple algérien et crime suprême, ils m'en veulent d'avoir signé la lettre des 19 dans laquelle nous demandions audience au président de la République afin de l'informer des dangers qu'encourt l'Algérie.» Selon Louisa Hanoune, les attaques dont elle fait l'objet ainsi que les pressions que subit son parti entrent dans le même processus de déstabilisation que connaît le pays. Elle en veut pour preuve ces attaques très graves menées contre deux anciens moudjahids qui symbolisent la lutte de Libération, à savoir Zohra Drif et Yacef

Saâdi dont ont tente actuellement de jeter le doute sur leur passé révolutionnaire. «Au profit de l'ancien colonisateur bien sûr et le plus grave, c'est que les auteurs de ces accusations honteuses puisent leurs sources dans le site du général Salan.» Elle poursuit : «On veut laisser revenir l'ancien colon, et l'affaire de Tiguentourine est là pour en témoigner.»

La justice française, faut-il le rappeler, a récemment ouvert une instruction suite à une plainte déposée par une victime de l'attaque terroriste (janvier 2013). La famille accuse l'Algérie d'avoir failli à la sécurité du site pétrolier. «Le fait que la justice française ait accepté d'ouvrir une enquête au sujet d'une seule victime soulève de nombreuses interrogations. Ce sont des pressions destinées à amener l'Algérie à jouer le rôle de gendarme dans la région et à délaisser la sécurité dans le pays.

On a même réactivé le dossier des disparus pour mettre un peu plus de pression au moment où nous vivons des moments cruciaux liés à la chute du prix du pétrole. L'association des disparus a été créée au siège du PT, j'ai étudié les dossiers, ils sont complexes, ces personnes ont disparu dans le cadre d'une guerre, il est temps de clore ce dossier.» Pour l'instant, dit-elle, le pays ne semble pas gouverné.

A. C.

DES PARTIS VOIENT UNE SIMILITUDE ENTRE LA CRISE TUNISIENNE ET ALGÉRIENNE

«Nous allons vivre des moments difficiles»

L'incapacité du gouvernement tunisien à endiguer la crise socio-économique a de nouveau plongé la Tunisie dans une phase d'instabilité qui s'est exprimée par un important soulèvement populaire. Des émeutes, parfois violentes, ont très vite progressé à travers toutes les villes du pays. Une nouvelle révolution aux portes d'une Algérie enlisée elle aussi dans des problèmes économiques similaires qui font craindre que l'exemple tunisien fasse tache d'huile. L'avis des personnalités politiques interrogées laisse très peu de doutes sur la question.

Que se passe-t-il d'abord en Tunisie ? Il faut savoir que ce pays, en proie à une sévère crise économique, est secoué depuis plusieurs jours par de violentes manifestations. Les manifestants réclament du travail et de meilleures conditions de vie. D'où est partie la colère ? De cette même ville, Kasserine où ont éclaté les premières émeutes de 2011 ayant conduit à la célèbre révolution du jasmin. Un jeune Tunisien de 28 ans, Rédha Yahiaoui, s'est donné la mort par électrocution pour dénoncer l'injustice dont il avait été victime de la part d'un haut fonctionnaire de l'administration qui a éliminé sa candidature à un emploi de la fonction publique au profit d'une autre personne. Sa candidature avait été déposée suite à un concours public. Très vite, la nouvelle fait le tour de Kasserine. La ville s'embrase en dépit de la décision de limoger l'auteur de l'injustice. La colère se propage un peu partout en Tunisie et gagne y compris la capitale où se déclenchent de violents affrontements entre les manifestants et la

police. Vendredi, les autorités tunisiennes ont été forcées de décréter un couvre-feu allant de 20h à 5h du matin. Réagissant à ces événements, le secrétaire général du syndicat tunisien a tenu à rappeler les mises en garde lancées au cours de ces dernières années et les appels lancés en vue d'une prise en charge sérieuse du dossier du développement et de l'emploi. Il ne faut pas s'en cacher. La situation qui prévaut en Tunisie est similaire sur beaucoup de points avec celle qui existe dans notre pays. La crise économique qui frappe de plein fouet l'Algérie, les retombées de la loi de finances 2016 et l'aggravation des conditions sociales des Algériens sont au cœur de tous les discours des partis politiques et associations. Trois partis, Jil Jadid, le RCD et le

Parti des travailleurs ont analysé pour nous la situation et donnent un avis très éloquent sur les risques similaires qu'encourt notre pays. Sofiane Djillali estime ainsi que «toutes les conditions sont aujourd'hui réunies pour donner lieu à un éclatement». L'Algérie, dit-il, est «atteinte de maladie à plusieurs foyers» au point où «le gouvernement a pris sans l'annoncer, la décision de reporter l'augmentation des factures d'électricité à plus tard, en avril probablement. Cette décision a été prise car les autorités ont eu un retour d'écoute très inquiétant, très mauvais». Le leader de Jil Jadid poursuit : «Aujourd'hui, toutes les conditions sont réunies pour aller vers un éclatement. La situation est intenable pour les Algériens. Nous sommes au tout début d'un processus qui aboutira incontestablement vers la contestation.» Le RCD lui estime que l'Algérie est déjà «en plein processus d'émeutes». Pour M. Maâzouz, «nous vivons une contestation quotidienne. Les derniers exemples ont eu lieu à Batna, Sétif, Annaba où des émeutes ont éclaté. Sur le front social, la contestation est partout et les répercussions de la loi de finances 2016 se font déjà sentir. En face, poursuit-il, nous avons un pouvoir qui n'écoute pas (...) Oui les menaces sont sérieuses, nous allons vivre des moments difficiles». Enfin, le Parti des tra-

vailleurs (PT) s'est exprimé sur la question par la voix de M. Taâzibt estimant là aussi que «notre pays est malheureusement dans le même cas que la Tunisie. Plusieurs régions du pays enregistrent des soulèvements contre la rupture avec la privatisation. Des wilayas sont secouées par des émeutes, des protestations liées au refus de la loi de finances 2016, je pense que cela ne s'arrêtera pas là si rien n'est entrepris». Depuis plusieurs jours, des réactions sont enregistrées un peu partout à travers le pays suite à la hausse des prix. On se souvient que dimanche dernier plusieurs centaines de personnes avaient pris part à une marche contre la cherté de la vie à Tizirt, dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Au même moment, des échos des manifestations qui secouaient la wilaya de Batna se faisaient de plus en plus forts. Plusieurs localités de cette zone, Ksar Bellezzema, Oued El Maa, Marouana et Ras El Aayoune ont été le théâtre d'affrontements violents entre les forces de l'ordre et les manifestants qui tenaient ainsi à réagir suite à une rumeur faisant état de la délocalisation d'un projet de construction d'une centrale électrique de Batna vers une autre wilaya. Les esprits n'ont retrouvé leur calme qu'après un démenti des autorités concernées.

A. C.

COOPÉRATION ALGÉRO-ALLEMANDE DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

Un projet de gestion intégrée des déchets à Annaba

La coopération algéro-allemande dans le domaine de l'environnement, déjà très ancienne, se poursuit. L'Agence de coopération internationale allemande pour le développement GIZ (ex-GTZ) a accompagné le ministère des Ressources en eau et de l'Environnement pour l'élaboration du premier Plan national de l'environnement et le développement durable. Aujourd'hui, la coopération est aussi importante que ce qu'elle a été il y a 10 ou 15 années. Car, la GIZ vient accompagner le programme du gouvernement algérien en matière de protection de l'environnement et le développement durable.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - De ce fait, les deux parties sont en train de mener trois programmes dans le domaine de la protection de l'environnement et le traitement des déchets, a annoncé Samir Grimes, directeur de la conservation, de la diversité biologique, du littoral et des changements climatiques au ministère des Ressources en eau et de l'Environnement, lors d'une «Matinée d'information pour la presse» organisée, hier, à Alger, par l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ). Le premier programme concerne un projet de gestion intégrée des déchets à Annaba retenue comme expérience pilote. L'objectif est d'améliorer l'opérationnalité au niveau local avec l'ensemble des acteurs locaux, et ce, à l'effet d'améliorer la gestion des déchets sur le terrain, a indiqué Grimes. «L'idée est de réussir cette expérience à Annaba pour ensuite la diffuser dans le reste des wilayas», note-t-il. Le deuxième programme concerne l'amélioration de la biodiver-

sité et qui sera conduit sur un site pilote au niveau du parc naturel d'El-Kala dans la wilaya d'El-Tarf et la région ouest d'Annaba. «Il s'agit de voir comment en protégeant l'environnement on peut créer de la richesse et faire approprier la stratégie par les habitants locaux», a expliqué le responsable. L'idée, selon lui, est aussi de créer des coopératives de jeunes et des micro-entreprises qui travailleraient dans le secteur de la biodiversi-

té et des aires protégées. A ce titre, il a fait savoir que seize projets ont d'ores et déjà été identifiés notamment dans le domaine de l'écotourisme. «Nous sommes en train de travailler au niveau local pour justement aider à monter des coopératives qui vont travailler dans ce secteur», a indiqué Samir Grimes. Le responsable souligne que l'objectif visé à travers ce programme «est de faire en sorte que les citoyens qui vivent de la biodiversité puissent être les premiers à la protéger». Enfin, le troisième programme porte sur l'appui au programme national sur le climat. A cet effet, Grimes a indiqué que le gouvernement a mis en place un plan national sur l'environnement lequel s'appuie sur un certain nombre de segments et dans lequel l'appui de la partie allemande est nécessaire.

De son côté, Götz Lingenthal, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne en Algérie, a rappelé que les activités mises en œuvre

pour le compte du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) à Alger, Tlemcen et Annaba, touchent notamment à la gestion des déchets, la protection de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique, la promotion de technologies et d'innovations respectueuses de l'environnement ainsi qu'à la formation des futurs cadres algériens. Susanne Wahl, directrice résidente, GIZ Algérie, a indiqué que l'agence conduit depuis 1974 avec ses partenaires algériens plusieurs programmes de coopération. Au centre des programmes de coopération actuels figurent la protection de l'environnement et l'exploitation durable des ressources naturelles. «La coopération est façonnée depuis des décennies par un fort engagement des deux côtés, comme dernièrement dans la contribution algérienne pour la COP2», a déclaré M^{me} Wahl.

Y. D.

Pollution marine à Bou-Ismaïl (Tipasa) : des instructions pour régler le dossier définitivement

La pollution marine qui affecte la façade maritime-Est de Bou-Ismaïl (Tipasa) à cause des rejets industriels, notamment de l'usine de Tonic Industrie, est qualifiée de «plaie» par Samir Grimes, directeur de la conservation, de la diversité biologique, du littoral et des changements climatiques au ministère des Ressources en eau et de l'Environnement. Ce responsable assure suivre «personnellement» ce dossier. En juillet 2015, rappelle-t-il, le ministre du secteur, Abdelouahab Nouri, a, lors d'une visite de travail sur le site, donné des instructions pour régler ce dossier définitivement. Depuis, plusieurs inspections ont été effectuées sur le site de Tonic Industrie à Bou-Ismaïl. Des dispositions ont été prises pour la réactivation de l'unité de récupération des déchets avec l'installation par l'industriel du réacteur devant faire fonctionner l'unité de traitement des déchets, a affirmé Grimes. Il ajoute que ses services sont en train de travailler sur l'ensemble des installations industrielles classiques qui ne sont pas conformes à la réglementation. «Personne ne sera au-dessus de la réglementation», prévient-il.

Y. D.

Ex-officier de l'ALN et cofondateur du FFS, Abdelhafid Yaha, dit Si l'Hafid, est mort

Né en 1933 à Aït Atsou, village de la commune d'Iferhounène, dans la région de Aïn El Hammam, Abdelhafid Yaha est mort dans l'après-midi d'hier dans son domicile parisien où il était en période de convalescence, suite à un long séjour dans un hôpital de la capitale française.

Engagé très jeune dans les rangs de l'ALN, Si l'Hafid se distinguera par son engagement farouche et déterminé pour l'indépendance de l'Algérie. Son tempérament de meneur d'hommes et la conduite des missions de résistance contre l'armée coloniale dans les maquis de la région de Aïn El Hammam notamment, lui valurent la reconnaissance du commandement militaire de l'ex-Wilaya historique, il aura le grade d'officier.

Après l'indépendance, Si l'Hafid poursuivra son combat d'opposant politique. Dans un premier temps dans son exil à Paris qu'il rejoint après le coup d'Etat de 1965 de Boumediène contre Ben Bella. Il revient en Algérie en 1989 suite à l'ouverture démocratique. En désaccord avec son ancien compagnon de lutte, Hocine Aït-Ahmed, il crée le FFD, Front des forces démocratiques. Avec sa disparition, à moins d'un mois après le décès de Hocine Aït Ahmed, c'est une figure légendaire du nationalisme, de la révolution pour l'indépendance de l'Algérie et de l'opposition politique pour l'instauration de la démocratie qui s'en est allée.

Si l'Hafid tire sa révérence sans voir le fleuve détourné de la révolution de Novembre reprendre son cours normal, comme il avait toujours rêvé. Il était père de 4 enfants.

S. Aït Mébarek